



# FEUILLE DE ROUTE DE L'UE ET DE SES EM POUR L'ENGAGEMENT ENVERS LA SOCIÉTÉ CIVILE EN HAÏTI 2018/2021

Approuvée en Juillet 2018 et  
Mise à jour Décembre 2018

## Signée par

La Délégation de l'Union Européenne en République d'Haïti

L'Ambassade de France en République d'Haïti

L'Ambassade d'Espagne en République d'Haïti

L'Ambassade d'Allemagne en République d'Haïti

L'Ambassade du Royaume-Uni République d'Haïti

The image shows five horizontal lines for signatures. The first line has a large, stylized signature. The second line has a signature that appears to be 'G. M.'. The third line has a signature that appears to be 'J.'. The fourth line has a signature that appears to be 'P. A.'. The fifth line is empty.

La Délégation de l'Union européenne (DUE) en Haïti et deux États membres (la France et l'Espagne) ont adopté la « Feuille de Route (FdR) de l'Union européenne pour l'engagement envers la société civile pour la période 2014-2017<sup>1</sup> ». Trois ans après, suite à une série de consultations entre la DUE, les EM et les organisations de la société civile (OSC) locales et organisations non gouvernementales internationales (ONGI), une mise à jour de cette FdR a été réalisée pour la période 2018-2021.

---

<sup>1</sup> Feuille de route résumée- [http://eeas.europa.eu/archives/delegations/haiti/documents/feuille\\_de\\_route\\_resumee\\_pour\\_publication\\_fr.pdf](http://eeas.europa.eu/archives/delegations/haiti/documents/feuille_de_route_resumee_pour_publication_fr.pdf)

# PARTIE I – BRÈVE ANALYSE DU CONTEXTE ET DES ENGAGEMENTS PASSÉS

## LA SITUATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE : BRÈVE MISE À JOUR SUR LES DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS

Haiti se caractérise par une forte inégalité sociale (coefficient de Gini 59,2 en 2013), un indice de développement humain parmi les plus faibles (en 2014, Haiti se trouvait en 163<sup>ème</sup> position sur 188 pays) et une pauvreté extrême particulièrement élevée (24,7% en 2012)<sup>2</sup>. De plus, l'Etat haïtien, affaibli par les émeutes de juillet 2018, chahuté par les demandes de reddition des comptes dans le scandale Petrocaribe, se trouve aujourd'hui dans une situation particulièrement difficile.

Dans ce contexte, **les OSC jouent un rôle majeur** de substitution dans la délivrance de services pour pallier les carences de l'État. De très nombreuses organisations communautaires de base (OCB) sont actives en milieu urbain et rural dans des domaines variés tels que l'accès aux services de base, l'accompagnement social, l'environnement, etc. Toutefois, leur rôle se limite généralement à la prestation de services. De plus, comme en témoignent les conséquences dramatiques du tremblement de terre du 12 janvier 2010 et de l'ouragan Matthew qui a frappé le pays en octobre 2016, l'affluence massive d'aide internationale a largement dépassé les capacités de l'État à coordonner les actions entreprises par les différents acteurs du développement. Les relations déjà tendues entre l'État et la société civile haïtienne ont empiré à cause de la faible participation qui a été accordée aux OSC haïtiennes dans les réponses post-séisme. Le scandale Petrocaribe et les difficultés au niveau de différents secteurs d'activités, ne finissent pas d'hypothéquer les chances de construire un partenariat efficace entre l'Etat et la société civile.

Au niveau national, il existe une pléthore d'organisations qui sont souvent très divisées en raison de conflits internes de leadership. La société civile n'échappe donc pas aux logiques de divisions. Leur forte dépendance aux financements extérieurs pour la réalisation de leurs activités, a généré un esprit de concurrence plutôt que de collaboration ou de structuration entre elles. Elles se confrontent de surcroît au problème de manque d'accès à l'information et aux données publiques, ce qui limite davantage leurs capacités à participer et à suivre les politiques publiques. Ainsi, les contributions de la société civile au processus de développement et de bonne gouvernance démocratique demeurent généralement limitées. Pour pouvoir avancer vers un changement structurel de l'engagement de la société civile dans la vie publique, les OSC doivent faire face à plusieurs enjeux.

<sup>2</sup> Rapport OMD Haiti, 2013 : <http://issuu.com/phudha1/docs/undp-hi-resumeexecutif-haiti-rapport-et-milo/hdrundp.org/rev2015-repo>



Premièrement, **l'environnement dans lequel évoluent les OSC**: Le cadre légal et juridique dans son état actuel, fait obstacle aux garanties juridiques et au fonctionnement démocratique des OSC. Elles sont confrontées à de sérieux problèmes tel que : l'absence d'un cadre juridique pour les OCB, un statut juridique flou des plateformes et des réseaux d'OSC; l'absence de protection des OSC qui luttent contre la corruption et pour la défense de droits humains ainsi qu'un accès difficile à l'information et aux données publiques. En 2014, sous l'impulsion du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), les autorités haïtiennes ont travaillé sur deux projets de loi<sup>3</sup> : (i) le statut général des associations en Haïti afin de faciliter l'obtention de la personnalité juridique à toutes les formes d'associations et de faciliter la coordination, l'harmonisation et l'institutionnalisation des relations entre les associations et les différentes structures étatiques ; (ii) le statut des organisations non gouvernementales (ONG) régissant leur implantation et leur fonctionnement qui modifie le décret du 14 septembre 1989. Par ailleurs, il existe également un consensus général qu'une Loi-Cadre qui traite des problèmes d'ordre général concernant les relations État- société civile est nécessaire.

La responsabilité de l'encadrement de la société civile dans son ensemble est partagée entre au moins trois ministères (MPCE, MICT<sup>4</sup> et le MAST<sup>5</sup>). La société civile se trouve face à la difficulté supplémentaire que ces trois interlocuteurs étatiques ne suivent pas toujours la même politique et les mêmes normes. De plus, il manque une coordination fonctionnelle entre les départements ministériels responsables des relations avec les différentes catégories de la société civile. Ce contexte ne fait qu'augmenter la méfiance des OSC vis-à-vis de l'État et vice-versa; il pousse une proportion très importante d'OSC, notamment les OCB, à se cantonner dans l'informel. A ce jour, les deux de projets-loi n'ont pas avancé et font l'objet de controverses et polémiques entre les autorités publiques et les réseaux d'OSC nationales et d'ONG internationales qui craignent que cette nouvelle législation ne restreigne leur champ d'intervention<sup>6</sup>. Par ailleurs, les différentes crises électorales et politiques ont également contribué à dégrader davantage le système de gouvernance du pays, ce qui a empêché d'avancer dans l'actualisation du cadre légale de la société civile.

Deuxièmement, **le dialogue peu structuré entre l'État et les OSC**: Il est traditionnellement limité en raison d'une forte méfiance réciproque due d'une part à l'étroitesse de l'espace laissé aux OSC dans l'élaboration des politiques publiques et d'autre part, au manque de capacité de coordination des actions de développement de l'État; ceci a eu pour conséquence que les OSC et les ONG ont souvent agi sans se soucier du cadre étatique. Cependant, afin d'encourager les échanges entre institutions étatiques et OSC, plusieurs initiatives ont vu le jour, mais il faut reconnaître que les résultats restent mitigés. Au niveau local, les tables de concertation départementale (TDC) et communale (TCC)<sup>7</sup> mises en place dans certaines municipalités par le MPCE demeurent, à ce jour, un dispositif peu concluant et marginal, compte tenu des faibles moyens mis à disposition pour les animer et en assurer le suivi. Au niveau national, il existe des mécanismes de participation et de concertation sectoriel<sup>8</sup>, mais pour la plupart, soit ils ne sont pas opérationnels, soit la société civile y est peu représentée, à cause (i) des faibles capacités techniques et organisationnelles des réseaux/plateformes d'OSC, (ii) de la difficulté d'accès à l'information et aux données publiques. En l'absence d'organisations faïtières réellement représentatives, la cooptation des représentants de la société civile au sein des mécanismes de participation ou de dialogue semble être largement pratiquée par le Gouvernement et les bailleurs. Il existe cependant de la part des OSC une volonté d'exercer des fonctions de veille des politiques publiques et d'agir pour la promotion des DH, la promotion de l'égalité homme-femme, la lutte contre la corruption, ainsi que pour la transparence de l'action publique. Toutefois, les OSC sont confrontées à un manque important de capacités organisationnelles, techniques et financières.

3. Appui réalisé dans le cadre du programme d'appui à la société civile du 10ème (PARSCO)

4. Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales

5. Ministère des Affaires Sociales et du Travail

6. certaines dispositions de ce projet de loi, comme l'exigence d'une autorisation pour opérer, affaiblissent un certain nombre de municipalités, ou l'obligation de verser 25% du budget du projet comme garantie aux autorités, pourraient menacer la mise en œuvre de certains projets, voire décourager les ONG à intervenir dans le pays

7. pour créer un espace de discussion entre les acteurs étatiques et non étatiques d'un même territoire

8. mises en place par le cadre de coopération de l'aide externe au développement (CAED)

Finalement, **le manque de capacités des OSC**: la cartographie réalisée en 2009 et actualisée en 2015<sup>9</sup> a confirmé que la société civile haïtienne est dominée par les organisations de premier niveau<sup>10</sup> et des organisations de deuxième niveau<sup>11</sup>. Les réseaux géographiques ou thématiques de troisième niveau et les plateformes ou fora de dialogue de quatrième niveau sont à l'état embryonnaire. Ces études ont mis en exergue les défis auxquels les OSC haïtiennes doivent faire face : (i) le degré limité de structuration interne, de planification stratégique et de capacités techniques, notamment les capacités de plaider, d'interpellation et de négociation pour la défense des intérêts des communautés; (ii) le faible niveau de collaboration entre les OSC (dû à une logique de captation de fonds qui a entraîné un manque de vision conjointe, de stratégie et d'identité forte) ; (iii) la gouvernance interne des OSC (notamment le manque de transparence dans la gestion financière, la faible circulation interne de l'information, la forte personnalisation du pouvoir avec une absence d'alternance dans les postes dirigeants, etc.). La coopération entre OSC, universités et instituts de recherche est peu développée. Il en résulte un faible développement de capacités de recherches au sein des OSC et un manque de documentation scientifique accessible aux OSC. Toutefois, il est à signaler une émergence «de coalitions d'acteurs» autour de causes spécifiques, aussi bien en zone rurale que dans les grandes métropoles, qui peuvent représenter une force de changement de par leur capacité de sensibilisation et de mobilisation citoyenne. À ce titre, certains réseaux actifs dans la promotion et la protection des droits humains réussissent à faire entendre leurs voix et élaborent des recommandations à destination des autorités et des partenaires techniques au développement.

## LEÇONS APPRISSES SUR LE PROCESSUS D'ENGAGEMENT DE L'UE ENVERS LA SOCIÉTÉ CIVILE JUSQU'À PRÉSENT

La FdR est un processus d'apprentissage qui implique une nouvelle façon de travailler ensemble en ce qui concerne l'engagement de l'UE avec les OSC. La *FdR adoptée en 2014* se centrait principalement sur l'harmonisation des interventions de la DUE et des EM signataires (France et Espagne). Dans ce cadre, la DUE s'est investie dans une meilleure connaissance des acteurs de la société civile haïtienne. Un an après, une mise à jour s'est tenue. Suite aux consultations avec les sections de la DUE, les représentants des EM, des OSC et ONG, les priorités de la FdR ont été redéfinies afin de définir une vision plus stratégique et à plus long terme qui «contribue à l'enracinement de la démocratie en Haïti à travers une participation croissante, égalitaire et effective des OSC dans le processus de la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays».

<sup>9</sup> Cartographie réalisée dans le cadre du PARSCH.

<sup>10</sup> Les organisations de base/les organisations communautaires qui consistent en des regroupements informels ou des organisations ad hoc qui travaillent dans un contexte local.

<sup>11</sup> Les organisations légalement enregistrées avec des statuts adéquats, qui travaillent au bénéfice des populations ou dans la prestation de services, quelquefois en collaboration avec les organisations de base (ex. les Organisations non gouvernementales, ONG).

En premier lieu, le PIN du 11<sup>ème</sup> FED (2014-2020) prévoit une participation plus importante et plus active de la société civile, pour que celle-ci devienne une force effective de gouvernance démocratique et de développement inclusif et durable. Le PIN prévoit d'appuyer les OSC selon une triple approche: (i) une implication de la société civile dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi des actions envisagées par l'UE dans les différents secteurs de concentration (Réforme de l'état, Éducation, Développement urbain et infrastructures, et Sécurité alimentaire et nutritionnelle); (ii) un appui direct à la société civile à travers des actions transversales de renforcement des capacités des OSC, de structuration ainsi que d'appui au dialogue avec l'État à travers le PROSCH<sup>1,2</sup> (qui consolide les résultats et les acquis les plus significatifs du programme précédent PARSCH), qui représente en effet un des principaux instruments pour la mise en œuvre de la FdR, (iii) un soutien aux initiatives de la société civile à travers le programme thématique OSC&AL et l'instrument européen pour la Démocratie et les droits de l'homme (IEDDH). Des efforts de « transversalisation » des appuis à la société civile au niveau sectoriel ont été amorcés notamment dans le secteur « sécurité alimentaire et nutritionnelle » et dans le secteur « développement urbain », où des appuis spécifiques aux OSC actives dans le secteur sont prévus. Des complémentarités et des synergies ont été recherchées entre les programmes sectoriels et le programme thématique OSC&AL.

L'internalisation du processus de la FdR de la part des EM doit être renforcée. Pour le moment, il existe un certain déficit de coordination entre les différentes parties prenantes qui appuient cette FdR, dû principalement à un manque de ressources humaines au niveau des EM présents en Haïti. En conséquence, dans le cadre de la programmation conjointe, la DUE, ECHO et les EM viseront à développer des synergies et des interventions complémentaires en fonction de l'expertise et des expériences de chacun, notamment à travers le projet financé par la coopération française, PISCCA<sup>3</sup> qui vise à renforcer et structurer les OSC dans le cadre des actions touchant aux thématiques de la citoyenneté, de la jeunesse, de la formation et des médias et à travers les appuis de la coopération espagnole qui soutiennent de longue date le renforcement de l'UACONG<sup>4</sup> afin d'améliorer l'efficacité et la transparence du système de registre et d'inscription des ONG.

1) Programme de Renforcement des Organisations de la Société Civile en Haïti. Le PROSCH joue un rôle de catalyseur et de pont entre la participation des OSC dans les processus de formulation et de mise en œuvre de politiques publiques au niveau national et local. Il contribuera à améliorer l'environnement propice à la société civile haïtienne (entre autres, le cadre législatif, le statut et le fonctionnement des OSC), améliorer les mécanismes de dialogue entre les OSC et les structures ministérielles, décentralisées et décentralisées de l'État, (iii) le dialogue entre OSC, UE et ses EM et (iv) les capacités organisationnelle et institutionnelle des OSC et leur mise en réseau. Les actions engagées dans le cadre du PROSCH auront pour effet, entre autres, de renforcer la capacité des OSC de participer à différents niveaux (consultations, suivi, mise en œuvre, etc.) à la coordination des quatre secteurs de concentration du PIN. Le programme sera aussi complémentaire (i) des actions en appui à la décentralisation et aux autorités locales (ligne thématique et FED), (ii) au programme de consolidation de l'État (State Building Country – SBC) en particulier dans son volet d'implication des OSC dans le suivi des réformes de l'État.

2) Projet des Sociétés Civiles et Coalitions d'Actions.

3) Unité de coordination des actions des ONG (UACONG) du MPCE a comme « attributions » de coordonner et de superviser les activités des ONG ainsi que d'assurer que leurs activités s'alignent avec les priorités du Gouvernement et les plans de développement, éviter les duplications et le gaspillage de ressources et superviser et évaluer les activités menées par les ONG.





## SOURCES PERTINENTES POUR APPROFONDIR LA COMPRÉHENSION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE HAÏTIENNE ET L'ENGAGEMENT DE L'UE AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

- *Feuille de route de l'UE pour l'engagement de la société civile EN Haïti (2014-2017)*
- *Actualisation de la cartographie des OSC réalisée en 2009 (octobre 2015)*
- *Capitalisation des interventions d'appui à la société civile UE et EM (2010-2015) (décembre 2015)*
- *Identification du programme dans le secteur de développement urbain URBAYITI (décembre 2016)*
- *Rapport d'évaluation de l'appui à l'UCAONG par la coopération espagnole*





## PARTIE II – STRATÉGIE UE ET PLAN D'ACTION POUR L'ENGAGEMENT ENVERS LES OSC

### PRIORITÉ GLOBALE 1 : PROMOUVOIR UN ENVIRONNEMENT PROPICE POUR LES OSC, Y COMPRIS L'HARMONISATION ET LA MODERNISATION DU CADRE LÉGAL ET INSTITUTIONNEL

Le défi : En Haïti, il n'existe un consensus général autour de la nécessité d'harmoniser et de compléter les lois spécifiques existant par l'adoption d'une Loi-Cadre qui traite les problèmes d'ordre général des relations entre l'État et la société civile.

PRIORITÉS SPÉCIFIQUES	ACTIONS	MOYENS ET ACTEURS (INSTRUMENT)
1.1 Le partenariat effectif entre l'État et la société civile est ancré dans un cadre légal et institutionnel approprié.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Appuyer la finalisation de la réforme du cadre juridique régissant les OSC en Haïti y compris l'appui à sa mise en œuvre. Réaliser des analyses et des propositions relatives aux contraintes et aux opportunités d'une Loi-Cadre sur la vie associative en Haïti;               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Réaliser des analyses et des propositions relatives aux contraintes et aux opportunités d'une Loi-Cadre sur la vie associative en Haïti;</li> <li>○ Appuyer les OSC afin de vulgariser et s'approprier des textes juridiques les régissant ;</li> <li>○ Organiser des fora et des symposiums sur la réforme du cadre légale (projets de loi sur les associations, projet de loi sur les ONG, etc )</li> </ul> </li> <li>• Renforcer les capacités des structures étatiques au niveau national et local à assurer l'enregistrement des OSC et la coordination de ses activités en matière de suivi et d'accompagnement (UCAONG, Unité de coordination des actions des ONG)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ PROSCH (DUE) _ Résultat 1_ Environnement propice pour les OSC haïtiennes est promu</li> <li>• Espagne (AECID)_ renforcement institutionnel de l'UCAONG</li> <li>• Dialogue politique DUE/EM/gouvernement</li> </ul>
1.2 Le dialogue entre les OSC et le gouvernement est renforcé.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Renforcer le dialogue institutionnel entre la société civile et le MICT, le MAST, le MPCE, etc. pour créer un consensus sur le mode de gestion des relations avec la société civile;</li> <li>▪ Réaliser des analyses et des propositions relatives aux contraintes d'un dialogue participatif efficace entre les pouvoirs publics et les OSC.</li> <li>▪ Faciliter l'accès à l'information et aux données publiques</li> <li>▪ Appuyer la mise en place du Secrétariat Technique du CAED (Coordination de l'Aide Extérieure au Développement), mécanisme chargé de la coordination de l'aide externe en Haïti.</li> <li>▪ Élaborer et vulgariser une stratégie de communication sur le dialogue existant entre les pouvoirs publics et les OSC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ PROSCH (DUE) _ Résultat 1</li> <li>• Espagne (AECID)_renforcement institutionnel de Secrétariat permanent du CAED (MPCE)</li> </ul>

## PRIORITÉ GLOBALE 2 :

**RENFORCER UNE PARTICIPATION EFFECTIVE DES OSC DANS LA DÉFINITION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES AU NIVEAU SECTORIEL, NATIONAL ET LOCAL**

**Le défi :** Le processus de démocratisation en Haïti a besoin d'être soutenu davantage par la société civile dont une participation accrue dans la vie publique (y compris dans la coopération au développement avec la DUE et EM) peut contribuer à améliorer la transparence, la pertinence et la dimension inclusive des politiques publiques

PRIORITÉS SPÉCIFIQUES	ACTIONS	MOYENS ET ACTEURS (INSTRUMENT) <sup>19</sup>
<b>2.1 La société civile participe activement dans les politiques publiques de développement (notamment dans le cadre de la réforme de l'État, l'éducation, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les infrastructures et le développement urbain, etc.) au niveau national, sectoriel et local</b>	<p><b>A._ Faciliter et appuyer techniquement les dialogues sectoriels<sup>16</sup></b> entre l'administration et les OSC dans les secteurs clés du développement en tenant compte des priorités de la coopération UE-Haïti : réforme de l'État, l'éducation, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les infrastructures et le développement urbain. Ces appuis permettront de préparer les conditions et d'assurer la prise en compte du rôle des OSC dans les futures interventions (projets ou approches sectorielles, appuis budgétaires)<sup>17</sup> à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'actualisation de la cartographie de la société civile afin d'améliorer la connaissance des «acteurs de changement» par secteur (cartographies sectorielles sensibles au genre) ;</li> <li>▪ Des appuis pour la mise en place et le fonctionnement régulier de tables de concertations avec les OSC pour le suivi des politiques publiques sectorielles ; Des apports d'expertise/études spécifiques aux OSC sur la préparation, la mise en œuvre et le suivi des politiques sectorielles ; etc.</li> </ul> <p>Cette approche de transversalisation cherchant une participation plus effective de la société civile dans les politiques publiques au niveau sectoriel se traduit par :</p> <p><b>1. Secteur développement urbain et infrastructures:</b> Promouvoir et appuyer la participation citoyenne à la définition, mise en œuvre et suivi des politiques touchant aux questions urbaines, au niveau national et local (pour Port-au-Prince, Jérémie et Les Cayes). Le projet vise notamment les associations des professionnels, les associations communautaires et les universités, afin de renforcer leur rôle dans le dialogue sur les politiques de développement urbain. Le renforcement des capacités des OSC et AL au niveau urbain pour améliorer la gouvernance locale est aussi visé.</p> <p><b>2. Secteur sécurité alimentaire et nutritionnelle :</b> renforcer les capacités des OSC engagées au niveau local (notamment les organisations professionnelles, les coopératives et autres organisations de producteurs, etc.) ; appuyer les organisations faitières aux niveaux régional et national pour une participation effective dans les instances de concertation et coordination locales auxquelles participent OSC, collectivités territoriales et structures déconcentrées de l'État; apporter de l'expertise sur la préparation et le suivi de la politique sectorielle.</p> <p><b>3. Secteur éducation :</b> identifier les OSC intervenant dans le secteur, promouvoir une participation efficace des OSC dans le dialogue sur l'appui budgétaire SBC2 et dans la formulation d'un futur appui budgétaire sectoriel. Impliquer la société civile dans la réforme des finances publiques du secteur éducation, et pour demander plus de transparence quant à l'allocation du budget de fonctionnement en éducation</p> <p><b>4. Secteur réforme de l'État :</b> promouvoir la participation de la société civile pour le contrôle citoyen ; créer des espaces de dialogue entre État et OSC sur les politiques publiques et les questions budgétaires ; recueillir la contribution des OSC au moment de la formulation des appuis budgétaires ; vulgariser le portail du budget ouvert ; renforcer les compétences des OSC et des journalistes dans le domaine des marchés publics.</p>	<p><b>A._ Concernant les dialogues sectoriels entre administration et OSC :</b> PROSCH (DUE) Résultat 2. La participation des OSC aux cadres et aux mécanismes existants de dialogue État-société civile à l'échelle nationale est effective.</p> <p><b>1. Secteur de développement urbain :</b> URBAYATI (DUE)_ Appel à propositions « résiliences des populations urbaines de Jérémie et Les Cayes » et « gouvernance et résilience urbaines » (Participation des citoyens dans les processus des politiques publiques sur la gestion urbaine au niveau national et local, gestion des déchets solides et renforcement de la filière de la construction), et actions de renforcement du dialogue avec la SC auprès des collectivités territoriales (Port-au-Prince, Jérémie et Les Cayes)</p> <p><b>2. Secteur sécurité alimentaire et nutritionnelle:</b> SAN (DUE) Volet n°2 (Développement des services de base à destination des plus vulnérables dans le Nord-Ouest et le Haut Artibonite)</p> <p>Des complémentarités sont recherchées avec le programme d'urgence (ECHO) et le programme thématique OSC&amp;AL (DUE) (synergies des régions géographiques appuyées)</p> <p>L'Agence Française de Développement co-finance un certain nombre d'initiative des OSC françaises avec leurs partenaires haïtiens (GRET, cofinancement AFD-DUE dans le Haut Artibonite)</p> <p><b>3. Éducation _</b> appui budgétaire SBC II (<i>State Building Contract</i>) (en lien avec le PROSCH (DUE) _ Résultat 2</p> <p>Intégrer un indicateur de suivi pour les OSC actives dans le secteur éducation</p> <p>Prévoir des consultations entre la société civile et le MENFP pour assurer plus de transparence de la gestion du budget éducation.</p> <p>L'Agence Française de Développement cofinance un certain nombre d'OSC intervenant en éducation dont certaines particulièrement actives (Care, Inter Aide)</p> <p><b>4. Réforme de l'État_</b> Programme d'appui budgétaire à la construction de l'État Haïtien SBC II _ (en lien avec le PROSCH/DUE) _ Résultat 2</p> <p>Dialogue politique DUE/EM/gouvernement appuiera les questions qui nécessitent d'un levier politique</p>

**B.\_ Contribuer à l'amélioration de l'accès des populations aux services de base** (la santé, l'hygiène, l'assainissement, l'éducation, etc.), au développement économique et social inclusif au niveau local en promouvant l'apprentissage de la gouvernance locale, la prise en compte de l'intégration du genre et l'approche basée sur les droits humains :

- Appuyer la mise en place et le renforcement des mécanismes de participation et concertation multi-acteurs dans les municipalités et les sections communales
- Appuyer des initiatives émergentes de structuration d'OSC de femmes et de jeunes autour d'enjeux de gouvernance et de développement social et économique au niveau local.

## 2.2 Le dialogue entre OSC et DUE/EM est renforcé

- Organiser de **réunions périodiques avec la société civile et l'UE/EM visant à créer un Dialogue Structuré qui favorise des échanges stratégiques qui pré-occupent la société civile tout aussi bien sur des questions politiques que sur la coopération.** Ce dialogue complètera avec la participation des bénéficiaires des projets financés par l'UE/EM mais aussi des nouveaux acteurs de la société civile identifiés par la DUE et les EM (cartographies sectorielles). Ces rencontres permettront de faire le suivi annuel de la programmation conjointe ( société civile) et la mise à jour de la FdR.

**B.\_ Concernant les dialogues au niveau local entre administration et OSC :**

- PROSCH (DUE) „R3 : Les processus de construction citoyenne au niveau local sont facilités et soutenus
- Programme thématique OSC&AL (DUE)\_ complémentarité géographique et synergies recherchées avec le programme PROSCH et URBAYTI)
- Instrument européen pour la Démocratie et les droits humains (IEDDH) (DUE)
- Programme d'urgence (DIPECHO) (ECHO)
- Programme binational (Haiti République dominicaine) (DUE) pour le développement transfrontalier
- La France (PISCCA\_ renforcer les OSC dans le cadre des actions touchant aux thématiques de la citoyenneté, de la jeunesse, de la formation et des médias. Complémentarité recherchée avec le PROSCH (DUE)<sup>15</sup>
- L'Agence Française de Développement (financement d'ID-ADEMA pour le développement dans le Nord-Ouest)
- Programme thématique OSC&AL- mesures d'accompagnement
- Instrument européen pour la Démocratie et les droits humains (IEDDH) (DUE) - mesures d'accompagnement

15 L'UE prévoit d'inscrire un volet social/régulier affecté de crédits dans chacun de leurs programmes ou appuis sectoriels, afin de garantir : (a) une réelle implication de la société civile dans l'identification des besoins prioritaires et dans l'élaboration des politiques et programmes ; (b) le renforcement de l'expertise des OSC et l'élaboration de stratégies d'action ; (c) un contrôle citoyen des programmes et de l'action publique, au niveau national, régional et local ; et un suivi-évaluation des programmes et de l'action publique axé sur la qualité et l'équité

16 La facilitation du dialogue sectoriel devra conduire à une intégration stratégique des problématiques d'équité de genre

17 Identifier les rôles possibles des OSC dans la préparation, la mise en œuvre et le suivi des approches sectorielles (appui budgétaire, appui budgétaire sectoriel, aide projet). Une attention sera portée à la transparence des politiques publiques, et à la redevabilité vis-à-vis des citoyens dans les approches sectorielles. Un accompagnement au dialogue sectoriel et à la participation des OSC dans le suivi de ces politiques publiques y compris sur le plan budgétaire sera développé. La budgétisation sensible au genre sera favorisée

18 PISCCA se ciblera plus spécifiquement sur les OSC de taille intermédiaire, moyennement structurées



### PRIORITÉ GLOBALE 3: LES CAPACITÉS ORGANISATIONNELLES, INSTITUTIONNELLES ET DE PROPOSITIONS DES OSC POUR QU'ELLES DEVIENNENT DES ACTEURS CAPABLES ET CRÉDIBLES SONT RENFORCÉES

**Le défi :** Pour que le dialogue entre l'État et la société civile évolue les OSC doivent être en mesure de devenir des forces de propositions, de produire des analyses de fond fondées sur des données solides qui émanent d'organisations compétentes et indépendantes. Le renforcement des capacités et la mise en réseau des OSC constituent des pré-requis pour faciliter cette participation citoyenne dans le processus de développement et gouvernance démocratique.

PRIORITÉS SPÉCIFIQUES	ACTIONS	MOYENS ET ACTEURS (INSTRUMENT)
<b>3.1 La gestion administrative et financière, la gouvernance interne des OSC sont renforcées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Réaliser une étude-diagnostic participative sur l'offre existante en matière de renforcement des capacités et d'accompagnement de proximité des OSC (y inclus universités, centres de renforcement des capacités, etc.) en vue d'une capitalisation des expériences (financées ou non par le FED et autre lignes thématiques) et de favoriser ainsi la mutualisation des expériences pour aller au-delà des formations classiques</li> <li>▪ Développer des partenariats OSC/ONGI pour une transmission de savoir-faire des capacités organisationnelles, institutionnelles des OSC par un accompagnement de proximité, notamment des OCB;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ PROSCH (DUE) _ Résultat 4</li> <li>▪ Les capacités organisationnelles, institutionnelles et de proposition des organisations des communautés de base (OCB), et leur réseautage, sont renforcées</li> <li>▪ Programme thématique OSC&amp;AL- mesures d'accompagnement</li> <li>▪ Instrument européen pour la Démocratie et les droits humains (IEDDH) (DUE)_ mesures d'accompagnement AFD cofinance des OSC françaises qui ont pour obligations de renforcer les capacités des OSC haïtiennes partenaires</li> </ul>
<b>3.2 Les OSC structurent mieux les revendications citoyennes et ses plaidoyers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Appuyer la mise en place et le renforcement d'OSC faitières et des réseaux d'OSC à échelle communale et départementale;</li> <li>▪ Faciliter les échanges avec les instituts de recherches spécialisées, universités et les OSC;</li> <li>▪ Appuyer des initiatives de plaidoyers de la société civile en faveur de la transparence et du budget participatif au niveau communal, départemental, et national.</li> <li>▪ Appuyer la mise en place et la structuration des réseaux OCB pour la dynamisation et la consolidation des espaces de concertation de la société civile au niveau local.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ PROSCH (DUE) _ Résultat 4 : Les capacités organisationnelles, institutionnelles et de proposition des OCB, et leur réseautage, sont renforcées</li> <li>▪ Programme thématique OSC/AL- appels à propositions (complémentarité géographique avec le PROSCH)</li> <li>▪ Urbayiti: mise en place des comités de développement communal</li> <li>▪ Instrument européen pour la Démocratie et les droits humains (IEDDH) (DUE) PISCCA (la France): renforcer les OSC dans le cadre des actions touchant aux thématiques de la citoyenneté, de la jeunesse, de la formation et des médias. Une attention particulière sera portée sur les jeunes et les femmes</li> </ul>

En parallèle aux priorités ci-dessus, l'intégration de la perspective de genre sera recherchée, afin de prendre en compte les besoins et intérêts spécifiques des femmes et des hommes. Il est important de tenir compte des différences sociales et économiques entre les hommes et les femmes à toutes les étapes du processus de planification et de mise en œuvre des projets, afin d'obtenir des résultats équitables pour tous.

## PARTIE III— SUIVI DU PROCESSUS ET DE LA STRATÉGIE

INDICATEURS DU PROCESSUS		
INDICATEUR	CIBLE	INFORMATION DE LA LIGNE DE BASE ET AUTRES COMMENTAIRES
<b>Implication des États membres dans la RM</b>	<i>Les États membres présents dans le pays sont activement impliqués dans le processus FdR.</i>	L'internalisation du processus de la part des EM doit être <b>renforcée</b> . Depuis sa signature, il y a eu un déficit de coordination entre les différentes parties prenantes qui appuyait la FdR envers la société civile, ce qui a été dû principalement à un manque de ressources humaines tout aussi <b>bien</b> au niveau de la DUE que des EM présents en Haïti. Un an après l'approbation de la FdR, une mission de la Facilité pour les feuilles de route société civile s'est tenue en octobre 2015, afin d'appuyer la DUE dans la réalisation d'un bilan un an après son adoption et faire des propositions pour sa mise à jour. Des réunions avec les représentants des EM (l'Espagne, la France, l'Allemagne et le Royaume Uni) ainsi que des OSC et des ONGI ont eu lieu. Malgré la charge de travail des uns et des autres, lors de ces consultations pour la mise à jour de cette FdR, les EM signataires de la FdR ont indiqué leur volonté de travailler ensemble.
<b>Niveau des consultations tenues avec les OSC au sujet de la FdR</b>	<i>La FdR implique des consultations avec un large éventail d'OSC locales</i>	Des réunions se sont également tenues avec des OSC locales et internationales dans le cadre de la mission en 2015. Depuis lors, les rencontres avec les OSC se sont limitées à des réunions d'informations concernant des appels à propositions.
<b>Complémentarité de La FdR vis-à-vis des processus de l'UE et d'autres PDD.</b>	<i>La FdR est complémentaire de la Stratégie de développement des ressources humaines et de la démocratie, de l'approche fondée sur le droit et du Plan d'action sur le genre</i>	En janvier 2018, un nouvel appui a été donné à la DUE pour adapter le document au nouveau format de la FdR qui couvrira la période 2018-2021. La perspective genre a été intégrée. Ainsi, la FdR va promouvoir la participation et représentation des femmes aux postes de responsabilité dans les espaces publics et politiques, à travers le renforcement des mécanismes de dialogue et de concertation (au niveau national et au niveau local), le soutien à la structuration (légalisation et mise en réseau) des OSC de femmes; et le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des OSC féminines

## INDICATEURS DE RÉSULTATS

PRIORITÉS ET PRIORITÉS  
SPÉCIFIQUES

## INDICATEURS

## SOURCES DE VÉRIFICATION

## PRIORITÉ GLOBALE 1:

**Promouvoir un environnement propice pour les OSC, y compris l'harmonisation et la modernisation du cadre légal et institutionnel**

**1.1 Le partenariat  
effectif entre l'État et la  
société civile est ancré  
dans un cadre légal et  
institutionnel approprié.**

- Nombre de rencontres des OSC et des pouvoirs publics (exécutif et législatif) autour de la réforme du cadre légal, suite à des initiatives financées par l'UE/EM
- Nombre de propositions d'amendements du cadre juridique formulées suite à des initiatives financées par l'UE/EM
- Nombre d'activités de plaidoyers, de fora organisés et d'actions de sensibilisation des OSC autour de la réforme du cadre légal, dans le cadre d'actions financées par l'UE/EM;
- Nombre de documents (analyses, plaidoyer, etc.) produits et vulgarisés par les OSC autour de la réforme du cadre légal suite à des initiatives financées par l'UE
- Nombre d'actions pour renforcer les capacités des structures étatiques (UCAONG) en ce qui concerne l'enregistrement des OSC et la coordination de ses activités en matière de suivi et d'accompagnement.

*Document de propositions*

*Publication au Journal officiel*

*Compte rendu des travaux parlementaires*

*Rapports de suivi, comptes rendus de chacun des fora,*

*Rapports du PROSCH*

*Rapport UCAONG*

**1.2 Le dialogue entre  
les OSC et le gouver-  
nement est renforcé.**

- Nombre de mécanismes/instances participatifs (tables de concertation, fora, groupes sectoriels, etc.) entre les pouvoirs publics et les organisations de la société civile organisés/créés ou renforcés autour des initiatives financées par l'UE/EM;
- Moyens d'information/communication fonctionnels (sites web, base de données, etc.) entre les pouvoirs publics et les OSC;

*Rapports des réunions*

*Rapports du PROSCH*

*Sites web, base de données, etc.*



## PRIORITÉ GLOBALE 2:

**Renforcer une participation effective des OSC dans la définition, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques au niveau sectoriel, national et local**

**2.1 La société civile participe activement dans les politiques publiques de développement (notamment dans le cadre de la réforme de l'État, l'éducation, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les infrastructures et le développement urbain, etc.) au niveau national, sectoriel et local.**

- Niveau de connaissance de la part de l'UE et les EM des OSC capables d'influencer la gouvernance et performance de la société civile dans les politiques sectorielles.
- Nombre de projets promus par des OSC, notamment ciblant les femmes et les jeunes, mis en œuvre.
- Niveau d'amélioration des compétences et de la structuration des OSC dans les secteurs sociaux, notamment via des réseaux

*Compte rendu des tables sectorielles, revues annuelles sectorielles,*

*Rapport des consultations des OSC au niveau sectoriel dans le cadre de la programmation conjointe, des dialogues des appuis budgétaires, etc.*

*Comptes rendu des sessions parlementaires*

*Rapports du PROSCH*

*Rapports annuels des OSC*

*Revues scientifiques ou sociales*

*Articles de presse et émissions de TV diffusées*

*Rapports projets ECHO couvrant l'accès aux soins de santé, l'aide alimentaire/nutritionnelle, distribution d'eau potable, services d'assainissement, etc.)*

*Rapport de suivi des mesures d'accompagnement en éducation du SBC2 (AECID, Expertise France, IIPE).*

*Public Expenditure Tracking Survey (PETS) du budget éducation fait dans le cadre du SBC2.*

*Rapport et suivi d'Urbayiti*

**2.2 Le dialogue entre OSC et DUE/EM et renforcé**

- Nombre de réunions régulières (au moins semestrielles) entre l'UE et les plateformes et réseaux d'OSC sur des thématiques liées tout aussi bien aux questions politiques qu'à la coopération.
- Niveau d'accès de la société civile aux informations concernant la coopération de l'UE et des EM en Haïti

*Rapports des réunions*

*Rapports du programme OSC&AL (mesures d'accompagnement)*

**PRIORITÉ GLOBALE 3:**

**Les capacités organisationnelles, institutionnelles et de propositions des OSC pour qu'elles deviennent des acteurs capables et crédibles sont renforcées**

**3.1 La gestion administrative, financière, la gouvernance interne et la redevabilité des OSC sont renforcées**

- Nombre d'OSC financés par l'UE/EM qui mettent en place des mécanismes de gouvernance interne leur permettant d'être davantage crédibles, représentatives et légitimes dans leurs actions et leur interaction avec les autorités.

*Rapports PROSCH*

*Rapports des opérateurs de formation partenaires*

**3.2 Les capacités techniques et de proposition des OSC sont développées pour être mieux outillée pour répondre aux revendications citoyennes et leurs plaidoyers**

- Nombre de documents d'analyse/suivi/contribution concernant les politiques publiques produits par la société civile (issus d'actions financées par l'UE/EM)
- Nombre de coalitions multi-acteurs OSC-monde académique / recherche émergent sur des enjeux concrets (en particulier dans les secteurs du développement urbain, sécurité alimentaire et nutritionnelle, de l'éducation, de la réforme de l'État, etc.)

*Rapports du PROSCH*

*Rapports annuels des OSC*

*Articles de presse et émissions de TV diffusées*